



Le mot du président

Fondé en 1946 par Lionel Groulx, l'Institut d'histoire de l'Amérique française entrera bientôt dans sa soixante-dixième année d'existence. Par son action sous diverses formes, notre Institut est plus qu'une simple association d'érudits publiant leurs travaux dans un domaine particulier des connaissances : il se constitue comme une société savante au sens fort du terme. En effet, dès ses origines, notre Institut s'est investi d'une mission exigeante, soit celle de la promotion de la discipline historique au Québec et en Amérique française. Cette promotion passe par la mise en valeur et la diffusion du haut savoir – dimension qui relève du champ interne de la science. Elle transite aussi par la valorisation de la pertinence sociale de l'histoire – dimension qui renvoie à la place de la science dans nos sociétés. Fidèle à sa mission de promotion de la discipline historique et à son rôle comme société savante, notre Institut a donc la responsabilité de veiller aux intérêts de tous ses membres, qu'ils soient des hommes ou des femmes ; qu'ils proviennent de la jeune relève ou qu'ils exercent leur métier au moment de leur maturité ; qu'ils oeuvrent à l'université et dans les autres institutions d'enseignement ou qu'ils pratiquent dans tous les nombreux domaines de l'activité historique ; qu'ils soient du Québec, de l'Amérique française ou d'ailleurs dans le monde. Cette responsabilité, elle échoit au mandat quotidien que nous avons tous et toutes à divers titres, comme membres de notre Institut.

Afin de pouvoir assurer sa mission fondamentale en matière du haut savoir en histoire, l'action de notre société savante implique la mobilisation des ressources humaines et budgétaires. Au cours de l'année qui se termine, cette mobilisation des ressources a permis à l'Institut d'assumer pleinement ses responsabilités en ce sens. Les rapports des différents responsables vous en précisant la teneur, je me contenterai d'en souligner les grandes lignes. Sous l'égide énergique de son président et de son équipe, le Congrès 2014 tenu à Québec fut un franc succès sur le plan financier : il y a lieu de croire qu'il en sera ainsi pour le Congrès 2015. Grâce au travail remarquablement efficace de sa directrice et de son équipe, la Revue a obtenu les subventions respectives du FRQSC et du CRSH – cette dernière avec un excellent classement. Plus encore, le retard de publication sera prochainement chose du passé.

En dépit de ces excellentes nouvelles, il n'en demeure pas moins que des motifs légitimes de préoccupations persistent et que la vigilance est de mise en ces temps d'incertitude et d'austérité. Ainsi, les octrois du FRQSC sont conditionnels à l'allocation des crédits par l'Assemblée nationale du Québec et aux décisions du conseil d'administration du FRQSC : ils peuvent être modifiés en tout temps et sans préavis. Le CRSH n'a pas rétabli son programme d'aide aux congrès; ses exigences onéreuses à l'effet de produire des états financiers vérifiés nous contraignent à des exercices de comptabilité qui ne sont pas ceux d'un organisme sans but lucratif. À ce sujet, les reports de la firme

L'Institut d'histoire de l'Amérique française (1970)

Département d'histoire, Université de Montréal, C. P. 6128, succursale Centre-ville, Montréal, Qc H3C 3J7

Tél.: (514) 343-6111 p. 41334 Téléc.: (514) 343-2483 Courriel : ihaf@ihaf.qc.ca www.ihaf.qc.ca

comptable pour la production des états financiers ont accaparé un temps précieux du coordonnateur et de la trésorière et retardé le travail du conseil d'administration. Par ailleurs, si l'accélération du rythme de publication est une preuve de la vigueur de la discipline historique, en ce qu'elle garantira à moyen et long terme l'épanouissement de la Revue, elle a toutefois exigé un surcroît de travail et d'énergie sur le court terme. Ces facteurs conjoncturels et structurels apparaissent comme autant d'entraves variables à la mission promotionnelle de l'Institut : il importe dès lors d'en tenir compte.

Il importe aussi de se projeter dans l'avenir. Dans un monde où les mutations technologiques se déroulent rapidement, la situation des revues savantes est l'objet de préoccupations quant au format qu'elles peuvent privilégier, au lectorat qu'elles peuvent rejoindre, aux pratiques qu'elles mènent et au financement qu'elles reçoivent. L'Institut s'est penché sur ces questions et poursuivra sa réflexion au cours de la prochaine année, en consultant entre autres des spécialistes en matière de publication scientifique.

Toujours au sujet de l'avenir, les questions relatives à la relève étudiante demeurent au cœur des champs d'intérêt de l'Institut. L'Institut a maintenu sa politique de remboursement partiel des coûts de déplacement des étudiant(e)s au congrès, en réservant à cet effet la somme de 3000 \$. Afin d'assurer une répartition équitable et élargie de cette somme, il a dû établir des règles d'attribution en limitant le remboursement à 250\$ par personne, somme établie à partir de la valeur d'un billet d'autobus pour la destination du congrès. Enfin, en absence de l'engagement financier des organismes subventionnaires, l'Institut en appelle notamment à ses membres réunis dans les centres et regroupements de recherche, pour aider à la formation scientifique des étudiant(e)s dans le cadre de leur participation aux congrès. La contribution de ces centres et regroupements est par ailleurs fructueuse et, à cet égard, appréciée.

Dans le cadre de sa mission, l'Institut cherche constamment à valoriser la pertinence sociale de la

discipline historique. Devant des conceptions partisans du passé, il a eu cette année à réitérer son attachement aux valeurs de la liberté académique et de l'indépendance des sociétés savantes. L'Institut s'est aussi exprimé dans l'espace public, de pair avec d'autres organismes œuvrant dans le même domaine. Le colloque 100 ans de production et de diffusion de notre histoire a eu lieu les 17 et 18 avril au centre d'archives de Bibliothèque et Archives nationales du Québec à Montréal. Mené en partenariat avec la Fondation Lionel-Groulx dans le cadre du centième anniversaire de la création de la Chaire d'histoire du Canada de l'Université Laval à Montréal, l'événement a produit un certain impact publicitaire. D'autres interventions publiques ont témoigné d'une commune sensibilité à la place de l'histoire dans l'espace public. Ainsi en est-il des relations cordiales avec une société sœur partageant nos préoccupations, la Société historique du Canada. Nos deux associations ont poursuivi leur coopération sur divers plans : la tenue de tables rondes sur des enjeux contemporains dans le cadre des congrès de Québec et de McGill, ainsi que des lettres publiques communes au sujet du pont Champlain et du site Jacques-LeBer ont traduit entre autres les mêmes soucis relatifs à la reconnaissance publique de notre discipline. L'Institut entend bien conserver ces relations de qualité avec la Société historique du Canada, et en développer de similaires avec d'autres sociétés savantes comme la Fédération Histoire-Québec. Enfin, vu ses impacts sur la pratique historique et les inquiétudes légitimes de ses membres, l'Institut a observé de près l'évolution du contexte austéritaire actuel, notamment dans le monde muséal et dans celui des archives. Il s'est réjoui notamment de la remise en ligne sous une forme intérimaire du Portail Archives Canada-France, remise en ligne annoncée par M. Guy Berthiaume de Bibliothèque et Archives Canada. Le sort éventuel de ce portail avait suscité l'inquiétude de nombreux usagers, qui sont également des membres de l'Institut.

Une société savante repose sur le travail collectif et la contribution de ses membres. À divers titres, plusieurs d'entre eux et elles fournissent un apport des plus sensibles et des plus appréciés. Je tiens à remercier en premier lieu le travail inlassable de la directrice de la Revue, Louise Bienvenue, ainsi que des membres de

son comité de rédaction : Amélie Bourbeau (Sherbrooke), Dany Fougère (U.Q.À.M.), Alain Laberge (Laval), Valérie Poirier et Jean-François Cantin, notre valeureux coordonnateur. Toujours à la Revue, l'apport de Stéphane Castonguay (U.Q.T.R.), Catherine Foisy (U.Q.À.M.), Dany Fougère, Steven High (Concordia) et Jean-Philippe Warren (Concordia) a été vivement apprécié dans la constitution des numéros thématiques.

Mes remerciements les plus chaleureux s'adressent également au comité du Congrès 2015, à son affable président Jarrett Rudy et à ses membres Denyse Baillargeon (Montréal); Valérie D'Amour (BANQ-Montréal); Magda Fahrni (U.Q.À.M.); Stéphan Gervais (McGill); François Guérard (U.Q.A.C.); Allan Greer (McGill); Sylvie Taschereau (U.Q.T.R.); Brian Young (Université McGill); Carolyn McNally (McGill) et Sonya Roy (McGill).

Merci également aux membres du comité des mises en candidature, Stéphane Savard (U.Q.À.M.), Aline Charles (Laval) et Sophie Doucet (U.Q.À.M.).

Cette année, le Comité des prix a été entièrement renouvelé. Ollivier Hubert (Montréal), Béatrice Craig (Ottawa) et Michel Ducharme (U.B.C.) ont abattu un travail considérable pour reconnaître la haute qualité scientifique parmi une moisson des plus abondantes. Qu'ils en soient vivement remerciés. Je tiens également à témoigner de la chaleureuse reconnaissance de l'Institut à l'endroit des donateurs qui permettent d'offrir ses prix d'excellence: M. Guy Frégault, qui dote le Prix Guy-et-Liliane-Frégault; l'Assemblée nationale, qui commandite le Prix de l'Assemblée nationale; ainsi que la famille Dechêne, qui a financé à l'origine le Prix Louise-Dechêne.

Je manifeste aussi ma pleine gratitude aux membres du conseil d'administration de l'Institut, dont au premier chef le vice-président Harold Bérubé dont le mandat vient maintenant à échéance. Harold constitue un exemple éloquent de l'engagement historique et de dévotion à l'endroit de la mission de notre Institut.

Enfin, j'exprime notre profonde reconnaissance à l'endroit de deux femmes qui ont été au cœur de la vie de notre Institut pendant de nombreuses années, et qui sont malheureusement disparues au cours des derniers mois: mesdames Juliette Lalonde-Rémillard et Lise McNicoll. Par leur travail fort apprécié au service quotidien de notre société savante, elles ont grandement facilité l'exercice de notre mission de haut savoir et de pertinence sociale. Un Institut d'histoire s'investit aussi d'une mémoire. Grâce à la plume élégante de Guy Laperrière, nombre de nos ancien(ne)s président(e)s de l'Institut et directeur(trice)s de la *RHAF* rendront ainsi à ces femmes un hommage senti dans le prochain numéro de la Revue. Au nom de nous tous et toutes ici rassemblés, je me joins à eux pour témoigner de notre respect entier et affectueux à l'endroit de leur mémoire.

Martin Pâquet

Président

5 octobre 2015

**Convocation à l'Assemblée générale annuelle de
l'Institut d'histoire de l'Amérique française,
qui se tiendra à l'Hôtel Delta Montréal, le vendredi
16 octobre 2014 à 17h00**

Ordre du jour 2015

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal de la dernière Assemblée générale (17 octobre 2014)
3. Rapport du président
4. Rapport du Comité des mises en candidature
5. Résultats des élections et nomination des membres du comité des mises en candidature
6. Rapport de la trésorière et présentation du projet d'états financiers 2014-5
7. Nomination du vérificateur
8. Rapport de la directrice de la *RHAF*
9. Rapport du responsable du comité étudiant
10. Rapport du responsable du Congrès 2014 (Université Laval)
11. Rapport du responsable du Congrès 2015 (Université McGill)
12. Rapport du responsable du Congrès 2016 (Université du Québec à Chicoutimi)
13. Divers

**Procès-verbal de la réunion de l'Assemblée générale
annuelle de l'Institut d'histoire de l'Amérique
française, tenue à l'Hôtel Château Laurier,
le vendredi 17 octobre 2014 à 17h00**

Ordre du jour 2014

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal de la dernière Assemblée générale (11 octobre 2013)
3. Rapport du Comité des mises en candidature et élections
4. Rapport du président
5. Rapport de la trésorière et adoption des états financiers de 2013-2014
6. Nomination du vérificateur
7. Rapport de la directrice de la *RHAF*
8. Rapport du responsable du comité étudiant
9. Rapport de la responsable du Congrès 2014 (Université Laval)
10. Rapport du responsable du Congrès 2015 (Université McGill)
12. Résultat des élections et nominations des

- membres du comité des mises en candidature
13. Divers

0. Présidence de l'Assemblée générale

Sur proposition de l'exécutif, Martin Petitclerc assure la présidence de l'Assemblée générale, en l'absence du président Harold Bérubé.

1. Adoption de l'ordre du jour

L'adoption de l'ordre du jour est proposée par Robert Sweeney et appuyée par Alain Laberge. L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

2. Adoption du procès-verbal de la dernière assemblée générale (11 octobre 2013)

L'adoption du procès-verbal est proposée par Michèle Dagenais et appuyée par Alex Tremblay. Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3. Rapport du Comité des mises en candidature et élections

Stéphane Savard fait rapport du Comité des mises en candidatures. Le Comité comprenait également Sophie Doucet de l'UQAM et Jean-René Thuot de l'UQAR. Les candidatures de Jean-Philippe Garneau et Alex Tremblay sont proposées. Brigitte Caulier a accepté de présenter sa candidature pour un nouveau mandat.

4. Rapport du président

Martin Pâquet, vice-président en l'absence du président intérimaire, fait la lecture du rapport d'Harold Bérubé. Ce dernier a souligné la fragilité des finances malgré les efforts consentis, car les compressions et les coupures se multiplient. Le CRSHC a supprimé la subvention finançant les étudiants ; M. Yves St-Germain ne subventionne plus le prix Lionel-Groulx. Le rattrapage du retard de la revue concentre les engagements financiers. Néanmoins, la relance des abonnements se traduit par un succès : de 250 à plus de 350 abonnés aujourd'hui. Le Conseil d'administration surveille de près la réflexion des organismes subventionnaires

relativement à l'accès libre aux revues scientifiques.

L'Institut a soutenu la participation des étudiants au Congrès. Il considère de sa mission de favoriser la relève scientifique en histoire. Le Président souligne le succès scientifique et financier des congrès et félicite Donald Fyson et son comité pour le Congrès 2014 très prometteur.

L'Institut a pris position dans la consultation sur l'enseignement de l'histoire au primaire et au secondaire, dans la droite ligne des positions qu'il avait déjà défendues en 2006 et 2009.

L'Institut participera à l'organisation d'un colloque qui soulignera le centième anniversaire de l'obtention d'une chaire d'histoire du Canada à l'Université de Montréal par Lionel Groulx avec la Fondation du même nom et BANQ « Cent ans de production et de diffusion de notre histoire ».

L'Institut a revu son site Web et développé une page Facebook.

Le Président remercie le coordonnateur Jean-François Cantin qui fait un excellent travail ; Éliane Bélec qui l'a remplacé pendant son congé de paternité et Jacinthe Archambault qui a quitté l'Institut en juillet après avoir été coordonnatrice de l'Institut puis à la RHAF. Harold Bérubé souligne également le travail de Louise Bienvenue et son comité à la Revue qui poursuivre le travail de rattrapage. Il remercie également le Conseil d'administration et le Comité des mises en candidature et celui des prix.

Michèle Dagenais propose une motion de remerciements à Harold Bérubé, appuyée par Martin Pâquet, qui est adoptée à l'unanimité.

5. Rapport du trésorier et adoption des états financiers de 2013-2014

Le trésorier intérimaire, Jean-Philippe Warren, présente les états financiers de l'Institut à partir du bilan daté du 31 mars 2014.

L'Institut a un déficit de près de 30 000\$. La situation est préoccupante, mais pas alarmante. La coupure du

31 mars 2013 (fin des états) est artificielle, et ne reflète pas adéquatement la distribution des dépenses. La plupart des éléments du déficit ne sont pas structurels, mais plutôt ponctuels.

Le retard dans la publication de la Revue ces dernières années avait fait baisser le nombre d'abonnés, et nous avons subi, en 2013, le contrecoup de ce désistement. À l'occasion du Congrès de l'an passé, la Revue avait seulement 200 abonnés, mais elle était déjà sur la voie du rattrapage. Elle a aujourd'hui près de 375 abonnés, et ce nombre continue de grimper tranquillement. Par ailleurs, la désaffection des abonnements aux revues est un phénomène plus large qui dépasse la seule RHAF, il s'agit d'un élément de contexte à prendre en compte.

Le rattrapage de la publication de la RHAF s'est accompagné de coûts de production assez rapprochés dans un temps plus court, et cela paraît au final. Nous avons des frais de production d'environ 11 500 \$ en 2012-3, contre 52 850\$ en 2013-4.

L'Institut est passé d'un salaire de coordonnateur à temps partiel à un salaire temps plein. Il s'agit d'un investissement plus que d'une dépense, mais cela alourdit néanmoins le bilan de cette année.

L'Institut ne bénéficie plus de la subvention du CRSH pour les déplacements parce que ce programme n'existe plus, et ce sont près de 13 000 \$ en moins dans nos coffres. Il s'agit ici d'un problème structurel auquel l'Institut est confronté. L'IHAF veut rembourser un maximum d'étudiants pour leur participation au congrès, mais avec beaucoup moins de moyens que par le passé.

L'Institut doit désormais faire auditer ses états financiers pour répondre aux exigences du CRSH, ce qui entraîne des coups comptables supplémentaires.

Finalement, l'IHAF a perdu un donateur pour le prix Lionel-Groulx, et il assume depuis deux ans le plein montant (5 000 \$) de son prix le plus prestigieux.

Sur une note plus positive, le rythme de parution des numéros de la Revue se stabilise, et ses abonnements remontent. Par ailleurs, les congrès sont de plus en plus courus, et la nouvelle politique d'adhésion à

l'IHAF, obligatoire pour l'inscription, a bien fonctionné. L'Institut peut compter sur plusieurs nouveaux abonnés, ou encore sur le retour d'anciens abonnés.

L'Assemblée pose des questions au trésorier sur le rattrapage de la publication de la RHAF. Il en ressort qu'il n'y a pas eu de provisions sur les subventions reçues pour la Revue. La directrice de la Revue et Yves Gingras se prononcent sur l'importance de rattraper le retard qui a un effet dévastateur sur les abonnements des bibliothèques. Robert Sweeney propose que la priorité porte sur le rattrapage de la RHAF, il est appuyé par Yves Gingras. La proposition est adoptée à l'unanimité.

Robert Sweeney fait la proposition suivante, appuyée par Stéphane Savard : L'Assemblée générale veut que le Conseil d'administration lui présente une mise à jour et un budget prévisionnel pour l'année en cours. La proposition est adoptée à l'unanimité.

L'adoption des états financiers, vérifiés au 31 mars 2014, de l'Institut d'histoire de l'Amérique française et de la Revue est proposée par Mélanie Lanouette et appuyée par Jacinthe Archambault. Les états financiers sont adoptés à l'unanimité.

6. Nomination du vérificateur

Le trésorier propose d'adopter la résolution suivante : Que l'entreprise Raymond Chabot Grant Thornton, comptables agréés, soit nommée vérificatrice des états financiers de l'Institut d'histoire de l'Amérique française et de la Revue d'Histoire de l'Amérique française, pour l'année 2014-2015. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

7. Rapport de la directrice de la RHAF

Louise Bienvenue présente son 2^e bilan comme directrice de la RHAF. Les activités de l'année furent intenses et placées, à nouveau, sous le signe du rattrapage du retard de publication. Au 1^{er} janvier 2013, la Revue avait 2 ans de retard sur papier, 2 ans

et ½ sur Érudit. Avec le volume 67, no 2 présentement sous presse, ce retard sera désormais réduit à 4 numéros. Selon un calendrier de production réaliste, il ne devrait plus y avoir de décalage entre la date officielle et la date réelle de publication à partir de juillet 2016. Cet objectif tient grandement à cœur à la Directrice et au Comité de rédaction.

La Revue a reçu au cours de l'année une intéressante quantité d'articles, même si on peut espérer un plus grand afflux. Ainsi, elle a reçu 21 articles, dont 7 ont été refusés après évaluation (selon le potentiel des articles, les auteurs sont parfois invités à resoumettre après modifications). 70 % des auteurs proviennent du Québec, les autres du Canada anglais et de l'étranger. Par ailleurs, la consultation de la revue sur la plateforme Érudit est en hausse constante.

La préparation de deux demandes de subvention (au CRSH et au FRQSC) a aussi grandement mobilisé les énergies de la direction. Cet exercice lui a fait constater le besoin d'avoir une meilleure connaissance des finances de la Revue, car il est difficile à l'heure actuelle de remplir les sections des formulaires reliées à ces questions. Les efforts pour établir plus clairement le bilan financier de la RHAF ont mis en lumière la diminution des revenus provenant des organismes subventionnaires depuis 2007, alors que les coûts de production, malgré un contrôle serré de dépenses, sont nécessairement en hausse (frais d'impression et de poste, salaire du coordonnateur, dégagevements d'enseignement, etc.). Deux postes budgétaires importants pour les revenus de la RHAF, appellent aussi à la vigilance. Celui des abonnements papier d'abord, qui se sont stabilisés grâce à une campagne de réabonnement, mais qui diminuent nécessairement, selon une tendance générale de virage au numérique.

Années	Abonnements à la RHAF
2014	345
2010	516
2007	693

Par ailleurs, les revenus tirés de Copibec demeurent intéressants pour l'instant, mais risquent de décliner dans les années à venir avec la diminution des recueils photocopiés dans les cours.

Au cours de l'année 2013-2014, la RHAF a également participé à une consultation organisée par les trois conseils fédéraux sur l'enjeu du libre accès aux publications savantes. À l'initiative de Lucia Ferretti de la revue *Études d'histoire religieuse*, qui a pris cet enjeu à cœur, nous avons soumis un mémoire commun. On ressent présentement une pression très forte pour donner accès à la revue sans l'actuelle barrière mobile de deux ans. Au mieux, celle-ci serait réduite à une année. Cela met évidemment en jeu la source de revenus importante que représentent les abonnements (à la version papier et via Érudit). À terme, cela compromet même, selon la compréhension de la Directrice et de son comité, la survie du consortium Érudit. Le mémoire de la Revue a fait valoir ses préoccupations à l'égard de la survie de publications francophones comme les nôtres et la fragilisation de la collection nationale, préservée présentement par Érudit, si un tel virage est entrepris.

Sur une note plus positive, la Direction est fière d'annoncer la préparation de numéros thématiques fort prometteurs : l'histoire orale (sous la direction de Catherine Foisy); l'Église catholique dans le contexte des années 1950 au Québec (sous la direction de Jean-Philippe Warren et Stéphane Savard); l'esclavage en Amérique française (sous la direction de Jean-Pierre LeGlaunec); l'histoire du territoire (sous la direction de Dany Fougères et Stéphane Castonguay). Il faut préciser ici que la Direction tente de garder un équilibre entre les numéros thématiques et réguliers, dans le respect du mandat généraliste de la Revue.

En raison des bouleversements importants qui caractérisent actuellement le monde de la publication scientifique, l'équipe de la RHAF ressent le besoin de faire le point. À cet égard, elle souhaite organiser dans un proche avenir, avec la permission et le concours du C.A. de l'IHAF, une rencontre qui prendrait l'allure « d'États généraux de l'IHAF ». À quelques années du 70^e anniversaire de la revue, il s'agirait de faire le point sur la production en abordant diverses questions : sommes-nous toujours à

l'aise avec le mandat généraliste actuel ? Le modèle des longs articles de 30 pages est-il toujours adéquat ? Avec les ressources numériques croissantes, la publication d'une bibliographie dans chaque numéro est-elle toujours pertinente ? Les enjeux de financement (à l'ère du libre accès, comment appuyer la production de 4 numéros par année ? Doit-on conserver la revue papier sachant l'usage croissant de l'électronique ?); rêvons un peu : comment perçoit-on la RHAF dans 10 ans ?

Au terme de ce bilan annuel, quelques remerciements. À la coordination de la Revue, la Directrice tient à souligner l'immense travail effectué par Jacinthe Archambault qui a quitté son poste en juillet 2014. Elle aimerait aussi mentionner l'aide très efficace de Jean-François Cantin qui a pris la relève. Merci aussi à Éliane Bélec qui a assumé la fonction pendant le congé de paternité de Jean-François.

Louise Bienvenue indique également que ses remerciements s'adressent aussi aux membres du comité éditorial. D'abord à notre membre sortant, Léon Robichaud, puis aux membres actifs : Dany Fougères, Alain Laberge ainsi que Valérie Poirier aux comptes rendus. Elle adresse un merci spécial à Amélie Bourbeau qui a beaucoup contribué à la préparation des demandes de subvention du CRSH (printemps 2014) et du FRQSC (automne 2014).

D'autres personnes ont aussi favorisé le succès de la revue. Ainsi, la Directrice remercie l'équipe affairée à la préparation de la bibliographie : Paul-Étienne Rainville, Mikael Dumont, Claire Garnier, Stéphanie O'Neill et Valérie Poirier. Elle salue aussi le professionnalisme de notre responsable de la chronique d'archives, Martine Rodrigue. Enfin, la Directrice exprime sa reconnaissance à l'endroit d'Harold Bérubé, le président par intérim de l'IHAF, pour son soutien constant à la revue.

Martin Pâquet réaffirme la confiance de l'exécutif à l'endroit de la directrice de la Revue. Sur proposition de l'exécutif, une motion de félicitations est adressée à Louise Bienvenue à l'unanimité.

8. Rapport du Comité étudiant

Alors que l'année dernière s'était conclue sur une note quelque peu négative (implication étudiante en forte baisse), l'année 2013-2014 a débuté positivement avec la création d'un groupe Facebook privé pour les membres du Comité étudiant. De concert avec Alex Tremblay, étudiant et représentant du CÉ à l'Université Laval, le Comité étudiant est parvenu à recruter quatre représentants étudiants pour autant d'universités: Michel Morissette (USherbrooke), Marie-Hélène Vanier (Concordia), Mikael Dumont (UMontreal) et Philippe Halbert (Université du Delaware et Winterthur Museum). Le Comité étudiant semble donc reparti sur des bases solides qui, de l'avis de son responsable, se traduira par une communication beaucoup plus active entre les étudiant(e)s des départements d'histoire et l'IHAF.

Cette dernière année a également vu la concrétisation d'un important projet qui avait motivé le Comité étudiant depuis les quatre dernières années, soit la refonte du site Web de l'IHAF. Piloté par le professeur et président par intérim de l'IHAF, Harold Bérubé, et réalisé par une étudiante de l'Université de Sherbrooke, le nouveau site Web, développé avec le système de gestion de contenu WordPress, assurera la pérennité des informations du site Web de l'IHAF et permettra, plus facilement, des développements éventuels.

Enfin, cette année marque la fin de l'implication personnelle de Marc-André Robert à titre de président du Comité étudiant et membre du CA de l'IHAF, après quatre années en poste. Ce dernier tient à remercier chaleureusement les membres du CA qu'il a eu la chance de côtoyer durant ces années. Le responsable a vécu des moments fort enrichissants et formateurs. De son avis, il quitte donc mon poste avec la certitude du devoir accompli et la sérénité d'une relève assurée.

Sur proposition de l'exécutif, une motion de remerciements est adressée à Marc-André Robert à l'unanimité.

9. Rapport du responsable du Congrès 2014 (Université Laval)

Le président du 67^e Congrès, Donald Fyson, dresse un bilan provisoire très positif du congrès 2014. Ce dernier comprend 26 séances et 86 présentations. Il a enregistré à ce jour 170 inscriptions et 200 personnes participeront au Congrès. Il estime le surplus à 10000\$.

Il remercie tous les membres du Comité organisateur et les nombreux étudiants qui travaillent à la réussite de l'événement. 85 personnes ont assisté à la conférence d'ouverture. Le salon du livre marche bien. Toutefois, peu de congressistes ont pris des chambres d'hôtel ce qui augmentera les frais de location des salles. On a eu peu de commandites. Le président remercie les groupes de recherche qui ont financé la participation des étudiants.

Sur une proposition de Louise Bienvenue, appuyée par Jarrett Rudy, on remercie Donald Fyson et le comité organisateur, au nom de toute l'Assemblée, pour le travail accompli.

10. Rapport du responsable du Congrès 2015 (Université McGill)

Jarrett Rudy, président du Congrès 2015 qui se déroulera à Montréal, mentionne les membres du Comité organisateur: Stéphane Gervais, Denyse Baillargeon, Sylvie Taschereau, Allan Greer, Magda Fahrny, Brian Young et deux étudiantes, ainsi que François Guérard de l'Université du Québec à Chicoutimi et prochain organisateur du congrès 2016. Jarrett Rudy négocie actuellement le lieu où se déroulera le Congrès qui aura pour thème général « Urbanités ».

11. Résultat des élections et nominations des membres du Comité des mises en candidature

Le mandat de Brigitte Caulier est reconduit au Conseil d'administration, pour trois ans (2014-2017). Jean-Philippe Garneau et Alex Tremblay sont élus par acclamation pour trois ans (2014-2017).

Stéphane Savard et Sophie Doucet sont reconduits au Comité des mises en candidature.

13. Divers

Levée de la séance : 18h23

INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE
BILAN PROVISOIRE AU 31 MARS 2015

	Fonds général	Fonds Michel-Brunet	Fonds Louise-Dechêne	<u>2015</u> Total	<u>2014</u> Total
ACTIF À COURT TERME					
Encaisse	22 983	-	-	22 983	64 329
Débiteurs	17 681	-	-	17 681	6 478
Frais payés d'avance	496	-	-	496	5 799
Avances interfonds, sans intérêt	1 275	-	1 725	-	-
	42 435	-	1 725	41 160	76 606
PLACEMENTS À LONG TERME					
	54 923	49 845	-	104 768	99 519
TOTAL DE L'ACTIF	97 358	49 845	1 725	145 928	176 125
PASSIF À COURT TERME					
Créditeurs	8 954	-	-	8 954	6 406
Dû interfonds, sans intérêts	-	3 000	-	-	-
Apports reportés	-	5 657	-	5 657	21 605
	8 954	8 657	-	14 611	28 011
SOLDES DE FONDS					
Grevé d'affectation d'origine externe	-	41 188	-	41 188	41 188
Grevé d'affectation d'origine interne	-	-	1 725	1 725	1 725
Non grevé d'affectation	88 404	-	-	88 404	105 201
	88 404	41 188	1 725	131 317	148 114
TOTAL PASSIF ET SOLDES DE FONDS	97 358	49 845	1 725	145 928	176 125

INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE
BILAN PROVISOIRE AU 31 MARS 2015

	Revue	Institut	2015 Total	2014 Total
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
Apports				
<u>Subventions gouvernementales</u>				
CRSH	17 750	-	17 750	17 750
FRQSC	24 640	-	24 640	24 640
	42 390	-	42 390	42 390
Abonnements	33 079	-	33 079	34 544
Congrès	-	32 506	32 506	27 197
	33 079	32 506	65 585	61 741
Autres produits				
Prix de l'IHAF	-	3 000	3 000	3 500
Droits de reproduction	5 808	-	5 808	5 446
Publicité	2 000	-	2 000	3 750
	7 808	3 000	10 808	12 696
Produits nets de placement				
Variations de la juste valeur	-	2 551	2 551	(104)
	83 277	38 057	121 334	116 723
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Salaires et charges sociales	25 495	20 859	46 354	47 981
Secrétaire à la rédaction	15 000	-	15 000	21 000
Dépenses de congrès	-	20 201	20 201	14 418
Déplacements	-	3 725	3 725	4 808
Prix de l'IHAF	-	10 000	10 000	9 500
Honoraires	903	301	1 204	4 024
Frais de bureau	224	897	1 121	3 994
Impression et mise en page	19 395	-	19 395	25 094
Traduction et correction	10 491	-	10 491	13 067
Expédition et frais de poste	4 457	-	4 457	9 719
Commissions	-	2 081	2 081	-
Événement	-	2 000	2 000	-
Assurances	912	304	1 216	1 497
	76 877	59 368	136 245	154 602
PRODUITS MOINS LES CHARGES	<u>6 400</u>	<u>(21 311)</u>	<u>(14 911)</u>	<u>(37 879)</u>

BUDGET PRÉVISIONNEL
2016 - 2017

PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	2016	2017
Abonnements	47 000	40 000
Subvention CRSH	17 750	17 750
Subvention FRQSC	24 640	24 640
Congrès	28 000	28 000
Prix de l'IHAF	4 000	4 000
Droits de reproduction	5 300	5 300
Publicité	2 000	1 500
Placements	À déterminer	À déterminer
Total	128 690	121 190

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2016	2017
Salaires et charges sociales	40 131	42 137
Honoraires	9 800	5 500
Secrétaire à la rédaction	21 000	21 000
Dépenses du congrès	15 000	15 000
Prix de l'IHAF	8 500	8 000
Remboursements étudiants	3 000	3 000
Expédition et frais de poste	5 500	4 125
Impression et mise en page	36 300	22 600
Déplacement CA/CR	650	650
Frais de bureau	1 000	1 000
Assurance	1 200	1 200
Total	142 081	124 212
PRODUITS MOINS CHARGES	(13 391)	(3022)

Table ronde conjointe de la Société historique du Canada et de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, tenue le 18 octobre 2014 à l'occasion du 67^e congrès de l'IHAF à Québec

L'histoire et les sciences sociales face au néolibéralisme et à l'ingérence politique

Yves Frenette et Sylvie Taschereau

L'ingérence politique dans la recherche n'est pas un phénomène nouveau et n'est pas spécifique au Québec ou au Canada. Mais les exemples de ce type d'intervention se sont récemment multipliés dans ce pays, à la faveur d'une logique gestionnaire et de postulats idéologiques visant à réduire le rôle de l'État. C'est particulièrement le cas depuis l'avènement du gouvernement Harper en 2006.

Cette évolution des rapports entre le pouvoir et le savoir appelle une réflexion, souvent aussi un positionnement de la part des historiens et autres praticiens des sciences humaines. De fait, à la Société historique du Canada (SHC), le dossier de la représentation publique a pris une grande importance. C'est dans ce contexte et dans le cadre du 67^e Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française que l'IHAF et la SHC ont tenu à Québec, le 18 octobre dernier, une table ronde conjointe organisée par Yves Frenette (Université de Saint-Boniface) et Sylvie Taschereau (Université du Québec à Trois-Rivières) et présidée par cette dernière.

L'abolition du formulaire long du recensement canadien et son impact sur la recherche

Démographe de l'Université Concordia et directrice académique du Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales, Danielle Gauvreau a rappelé l'importance des recensements fédéraux pour étudier une foule de questions. La décision du gouvernement fédéral, en juin 2010, de transformer le questionnaire long et obligatoire du recensement en une enquête à caractère volontaire (Enquête nationale auprès des ménages), prise sous prétexte de protéger la vie privée des Canadiens, représente selon elle un « traumatisme majeur » que les chercheurs ont unanimement dénoncé.

Les conséquences de cette décision sont graves : elle augmente le taux de non-réponse et entraîne un biais dans le taux de réponse, causant un manque de représentativité impossible à quantifier. Le mode de collecte n'étant plus le même, la comparabilité des données dans le temps est incertaine et leur niveau de fiabilité moindre. Enfin, cette décision compromet l'indépendance de Statistique Canada.

Le gouvernement a ignoré toutes ces critiques sauf deux. Pensant à tort résoudre le problème de biais anticipé, il a augmenté la taille de l'échantillon pour l'Enquête nationale auprès des ménages de 20 à 30 % (provoquant une hausse des coûts!). Menacé d'une poursuite par la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, il a également déplacé les questions linguistiques vers le questionnaire court du recensement.

L'enquête a obtenu un taux de réponse de 69 %. Toutefois, les utilisateurs des résultats publiés et des données rendues disponibles depuis peu signalent de nombreux problèmes : non-publication des données des localités où

le taux global de non-réponse est de 50 % ou plus ; manque de comparabilité avec les recensements précédents ; enfin la qualité des données ne permettant plus le calcul des indicateurs usuels, les nombreux utilisateurs d'indices de défavorisation sont privés de cet outil.

Danielle Gauvreau conclut en dénonçant cette attaque idéologique à saveur néolibérale, faite au mépris de la recherche scientifique et du consensus suivant lequel notre société doit se doter de données de qualité pour connaître son évolution et travailler à son amélioration.

La SHC et les politiques mémorielles du gouvernement Harper

Yves Frenette, responsable des interventions publiques à la SHC, a orienté la réflexion vers les politiques mémorielles du gouvernement Harper, qui utilise le passé à des fins idéologiques en même temps qu'il sabre dans les budgets de Parcs Canada et démantèle Bibliothèque et Archives Canada (BAC). Son personnel réduit du cinquième et soumis à la déprofessionalisation, BAC a ralenti ses acquisitions d'archives privées et de livres, réduit ses heures d'ouverture, fermé des portails en ligne, aboli le Service de prêts entre bibliothèques et le Programme national de développement, abandonné aussi son rôle de leader international en matière de conservation, de diffusion du patrimoine documentaire et de théorie archivistique. Le nouveau programme de numérisation des archives, présenté comme panacée, n'a pas donné beaucoup de résultats.

Parallèlement, BAC a mis sur pied des partenariats controversés avec l'entreprise privée. Elle a cédé pour dix ans à Canadiana.com les droits numériques exclusifs sur des millions de documents et de livres. Elle a aussi mis en ligne, en partenariat avec la firme Ancestry.com., le recensement canadien de 1921 accompagné d'un index géographique. Cette compagnie doit créer un index nominatif dont elle aura le monopole commercial pendant trois ans. Ainsi, les utilisateurs ont accès gratuitement au recensement et à l'index géographique, mais devront s'abonner à Ancestry.com pour consulter l'index nominatif. BAC a allégué qu'en contexte de restrictions budgétaires les partenariats entre secteurs public et privé permettent de diffuser des documents et des bases de données en faisant des économies bénéfiques aux contribuables canadiens. Cette argumentation ne vaut cependant pas pour le recensement de 1921, dont BAC avait déjà une version numérisée, résultat de collaborations entre Statistiques Canada et des partenaires universitaires.

En réponse à ces mesures et en collaboration avec d'autres organismes nationaux, la SHC a fait pression auprès de BAC et des ministres successifs du Patrimoine canadien et des Langues officielles pour que cesse l'affaiblissement de cette institution clé pour la recherche historique. Lorsqu'en mai 2013 Daniel Caron, PDG de BAC, a été forcé de démissionner, la SHC a contribué à l'établissement du profil idéal de son successeur. Elle s'est aussi engagée dans le dossier de la transformation du Musée canadien des civilisations en Musée canadien de l'histoire (MCH). À l'annonce de sa création, en octobre 2012, elle a exprimé publiquement ses craintes face à la disparition de l'objectif de « compréhension critique » du mandat de la nouvelle institution. La SHC a aussi insisté pour que l'histoire du Canada présentée au MCC soit multidimensionnelle et prenne en compte l'expérience de groupes divers, tout en offrant des perspectives qui peuvent parfois être opposées. La SHC s'est aussi inquiétée du fait que le MCH recherche des partenariats avec le secteur privé, le financement public étant insuffisant pour sa bonne marche. Dans ce contexte les pressions financières risquent de limiter l'autonomie des grandes institutions publiques.

Après avoir formulé publiquement ces critiques, la SHC a été invitée à être représentée au sein des instances consultatives pour déterminer le contenu de l'exposition permanente du MCH, preuve que les historiens ont tout intérêt à exercer leur esprit critique dans la Cité.

La politique de libre-accès des grands conseils fédéraux de recherche et le système québécois de recherche savante : négation et menace

Pour sa part Lucia Ferretti, historienne de l'Université du Québec à Trois-Rivières et directrice de la revue *Études d'histoire religieuse*, a dénoncé la mise en vigueur prochaine, par les grands conseils fédéraux de recherche, d'une politique de libre-accès aux revues savantes.

Élaboré à l'origine dans le secteur des sciences médicales et pharmacologiques, ce système a le vent en poupe, surtout dans les pays où on ne publie pratiquement qu'en anglais. Il crée un marché très lucratif, organisé autour de quelques grandes compagnies privées qui vendent leurs services aux bibliothèques et autres institutions de recherche. Les conseils subventionnaires fédéraux veulent imposer ce système à tous les domaines de la recherche. Ils ont mené dans ce but, à l'automne 2013, une consultation en ligne en réponse à laquelle *Études d'histoire religieuse* et la *Revue d'histoire de l'Amérique française* ont déposé un mémoire conjoint. Selon leur analyse, ces politiques menacent l'autonomie et la visibilité des scènes scientifiques canadienne et québécoise. Le libre-accès menace de surcroît l'écologie de la recherche en français, où les consortiums de la taille d'Érudit (qui gère environ 140 revues, contre des milliers pour chacun des gros joueurs évoqués plus haut) risquent d'être littéralement broyés.

Par ailleurs, la scène scientifique francophone a besoin d'une certaine protection pour que des revues savantes de qualité se développent et se maintiennent. Ces dernières ne font pas que diffuser la recherche savante, elles jouent souvent aussi le rôle d'animatrices de recherche, et seraient donc malvenues de faire payer les auteurs dont les articles passent le test de l'évaluation par les pairs. Dans ces conditions, dépourvues du soutien de grandes fondations, les revues de langue française ne peuvent entrer sans risque dans un grand système de libre-accès.

Les deux revues ont également souligné la nécessité de promouvoir la visibilité de la production scientifique québécoise et canadienne, de ne pas les confier simplement aux grands moteurs de recherche tel Google Scholar, ou aux plateformes américaines et européennes. Dans ce but, elles recommandent que les conseils de recherche subventionnent dans chacune des langues officielles une plateforme de diffusion en libre accès et de services aux revues et aux bibliothèques. Les universités, instituts et autres milieux de production des connaissances savantes pourraient faire de ces plateformes leur dépôt institutionnel en libre accès, de façon à créer une grande vitrine francophone et une grande vitrine anglophone de la recherche scientifique au Canada.

Deux cent un mémoires ont été présentés aux trois conseils fédéraux. Or le document qui fait la synthèse de cette consultation ne dit rien de la langue dans laquelle ils ont été rédigés ni de leur provenance géographique. Il est donc impossible de savoir si les mémoires venant du Québec (ou d'autres régions) ou les mémoires rédigés en langue française ont exprimé des préoccupations plus spécifiques. Le système de recherche en français, avec ses indéniables particularités, ne semble pas devoir mériter l'attention de ces grands organismes. Lucia Ferretti conclut en nous invitant à surveiller de près l'évolution de leurs politiques.

L'historien face aux demandes politiques et sociales

Enfin, Yves Gingras, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire et sociologie des sciences à l'Université du Québec à Montréal, a partagé avec l'auditoire ses réflexions critiques sur les développements récents dans la recherche en sciences humaines.

Parent pauvre des trois conseils subventionnaires fédéraux, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) calque de plus en plus ses politiques et pratiques sur celles des Instituts de recherche en santé (IRSC) et du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG). L'imposition des politiques de libre accès va dans ce sens : alors que ce problème est une réponse aux coûts exorbitants des revues scientifiques et médicales (souvent plus de 10 000 \$ par année), le problème est différent en sciences humaines dont les revues sont plus souvent à très faible coût et ont une fonction différente, sans compter que le modèle « libre accès doré » prôné par plusieurs -- et qui exige que l'auteur paie les frais de publication -- est inapplicable étant donné les faibles montants de recherche disponibles dans ces disciplines.

Le CRSH valorise de moins en moins la recherche fondamentale, au profit de la recherche appliquée, ce qui est une grande erreur, comme le prouvent plusieurs exemples tirés de l'histoire des sciences. En outre, les programmes de recherche valorisés et soutenus sont ceux qui proposent de la « Big Science », des « grosses affaires », des « partenariats » et d'énormes projets. Comme les budgets globaux des organismes subventionnaires n'augmentent pas, au contraire, ce sont les programmes plus modestes qui écotent, par exemple ceux qui soutenaient les déplacements des étudiants lors d'événements scientifiques. Or, dans nos disciplines, les petits montants sont utiles et productifs tant en matière de formation des étudiants des cycles supérieurs que de recherche et de diffusion du savoir.

Le processus d'évaluation des chercheurs témoigne de biais semblables, de la même vision unidimensionnelle qui applique aveuglément aux sciences humaines les critères ayant cours dans le domaine des sciences de la nature. Ainsi, alors que le livre demeure le médium de diffusion par excellence des historiens, le modèle imposé par les sciences pures et appliquées le néglige et accorde plus d'importance aux articles ainsi qu'au nombre de publications. Alors qu'un programme comme l'aide à l'édition scientifique a peu d'intérêt pour les sciences relevant du CRSH et des IRSC, il est fondamental pour celles relevant du CRSH.

Parallèlement, l'utilisation grandissante de l'histoire à des fins politiques soulève des questions éthiques et le danger d'une division entre « historiens critiques » et « historiens serviles ». Les emplois et les ressources permettant une recherche libre étant limités, la tentation est en effet grande de répondre à des demandes politiques au détriment de la rigueur historique et de la distance critique que la discipline exige. La politisation des données sociales est productrice d'ignorance, comme en témoigne éloquentement l'abolition du formulaire long du recensement.

Face à cette évolution, Yves Gingras plaide, lui aussi, en faveur d'un positionnement individuel et collectif des historiens, notamment par l'entremise de la SHC et de l'IHAF.

Lors de la période de discussion et de questions qui a suivi les quatre présentations, les échanges ont été nombreux et fructueux.